

[Traduction]

rer des demandes en vue d'obtenir des subventions de recherche. On ne consacre peut-être pas autant de temps à cette activité dans d'autres secteurs, mais il demeure qu'elle représente une partie importante du travail.

Il existe une différence très évidente entre les travaux de recherche fondamentale qui sont effectués dans certaines grandes entreprises, comme celles que j'ai mentionnées et qui possèdent des services de recherche où les chercheurs reçoivent une aide financière de base leur permettant d'exécuter un programme de recherche pendant plusieurs années. Dans le milieu universitaire, les meilleurs chercheurs ont tendance à savoir obtenir cette aide financière. C'est une qualité qui n'est pas nécessairement liée à leur talent de chercheur.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Je suis étonné de vous entendre dire cela parce que j'aurais pensé que les grandes entreprises qui cherchent avant tout à réaliser des profits financeraient les travaux de recherche sur une période beaucoup plus courte que ce qui ne semble être le cas dans les universités. C'est en fait le contraire de ce à quoi je m'attendais. Ai-je raison de dire cela?

M. Nowlan: C'est bien cela, sénateur. Ces sociétés que vous connaissez très bien—c'est-à-dire les grands fabricants d'automobiles, les grandes sociétés d'informatique et les grandes sociétés de l'industrie chimique—disposent toutes d'importantes installations de recherche où les chercheurs s'intéressent à la recherche fondamentale. Ces entreprises permettent généralement que les résultats de ces recherches soient publiés et les scientifiques travaillent souvent à des projets de longue haleine, que la société y voit ou non un bénéfice immédiat.

On fait beaucoup, bien sûr, de recherche appliquée et de recherche-développement dans le secteur privé. En fait, c'est là qu'il s'en fait le plus. Cependant, dans les universités, nous avons de plus en plus de difficultés à garder à notre service les chercheurs lorsqu'ils ont la possibilité de poursuivre leurs projets recherche pure dans le secteur privé. Cela tient au fait que notre équipement est dépassé et que nous exigeons des chercheurs qu'ils trouvent eux mêmes les fonds dont ils ont besoin. Les universités n'ont pas d'argent à donner aux chercheurs. Nous payons leur salaire; nous mettons à leur disposition des locaux souvent inadéquats, de l'équipement périmé, et nous les chargeons en plus de responsabilités administratives et pédagogiques.

Le sénateur Atkins: La situation est-elle la même aux États-Unis?

M. Nowlan: Oui, même s'il est difficile de généraliser, particulièrement en ce qui concerne les universités Américaines. Cependant, les grandes universités américaines constatent aussi qu'elles perdent du terrain dans certains des secteurs de recherche les plus actifs, face aux laboratoires de recherche privés. La question salariale n'est qu'un des facteurs qui expliquent cette situation, mais c'est un facteur non négligeable.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): L'un des objectifs du programme de jumelage des fonds était d'attirer l'appui du secteur privé. Pourtant, lorsqu'il a été décidé quels fonds seraient jumelés, vous avez réussi à faire inclure les crédits des fondations. Est-il exact de dire que l'intention du gou-

[Traduction]

vernement—au tout début du moins—était de recueillir plus de fonds du secteur privé, du secteur à but lucratif. Est-ce exact?

M. Nowlan: C'est là une autre question très intéressante. Nous avons fait l'expérience de programmes de jumelage de fonds dans d'autres régions du Canada et nous sommes au courant de l'expérience vécue dans d'autres pays, et il s'avère que ces programmes ont eu tendance à aboutir aux résultats auxquels vous faites allusion. En d'autres mots, ils ont été axés sur la recherche dans la technologie de pointe du secteur industriel. D'après ce que j'en sais, depuis la toute première déclaration du ministre des Finances dans le budget de 1986, les fonds de ce programme ont été répartis également entre les conseils dispensateurs, en proportion de leurs budgets de base.

L'une des raisons qui nous ont poussés à garantir l'inclusion des fondations est qu'une grande partie du soutien à la recherche en sciences sociales et en sciences humaines provient non pas du secteur industriel, mais des fondations et d'autres sources inhabituelles du secteur privé, comme les donateurs.

Toutefois, en ce qui concerne la conception de ce programme, je ne crois pas que le gouvernement avait, au départ, d'autres intentions que celle de prévoir une répartition des ressources entre les conseils dispensateurs. Et je crois qu'on doit les féliciter d'avoir adopté cette façon de faire et d'avoir reconnu l'importance du soutien que le secteur privé accorde aux sciences sociales et aux sciences humaines, de même que l'importance de la recherche en cette matière pour notre pays. Il serait bien, monsieur le président, que les conseils jouissent d'un soutien beaucoup plus grand, mais c'était là un élément qui, d'après ce que j'en sais, faisait partie du programme dès le départ.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Cependant, lorsque vous parlez du «soutien du secteur privé», vous incluez maintenant les fondations?

M. Nowlan: Oui. Elles font partie du secteur privé.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Oui, je m'en rends compte, mais certaines de ces fondations sont des donateurs très différents des entreprises à but lucratif.

M. Nowlan: Oui.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Ma question alors est la suivante: Si l'on avait traité le Conseil de recherches en sciences humaines d'une façon différente et s'il n'avait pas été nécessaire de l'inclure dans le groupe, auriez-vous pu trouver une formule ou une approche qui aurait incité les organismes à but lucratif à soutenir la recherche universitaire?

M. Nowlan: Je pense que la clé du problème réside dans l'octroi de fonds jumelés qui soient plus importants en proportion. Cette règle s'applique tant au secteur des entreprises à but lucratif qu'aux entreprises à but non lucratif, c'est-à-dire la fondation. Je dois dire—et c'est un phénomène intéressant auquel votre question m'a fait penser—que les entreprises à but lucratif du secteur privé soutiennent de plus en plus la recherche en sciences sociales et en sciences humaines. En fait, la plus importante demande admissible que nous ayons adressé